

RAPPORT DES FACILITATEURS

# **Atelier d'établissement des Résultats collectifs pour le « Triple Nexus »**

Kinshasa, 29-31 octobre 2019



# Table des matières

1 Avant-propos	3
2 Sommaire exécutif	5
Contexte et objectifs	5
Résultats atteints	6
3 Résultats collectifs	7
4 Analyse du paysage de risques et de résilience	9
Rapport diagnostique préliminaire	9
Résultats de l'analyse	9
5 Cartographie des activités	14
6 Prochaines étapes	19
7 Annexes	20
Paysage des risques et vulnérabilités	21
Aperçu détaillé de la cartographie	31
Déroulement de l'atelier	46
Cadre méthodologique	54

# 1 Avant-propos

**Le contexte global actuel en RDC présente une fenêtre d'opportunité importante pour renforcer la cohérence et l'efficacité de l'assistance internationale** à travers une approche commune basée sur le Nexus Humanitaire, Développement, Paix. Avec les élections de décembre 2018 et le rétablissement de l'ordre constitutionnel, la communauté internationale se prépare à intensifier son engagement et attend du Gouvernement congolais qu'il précise ses priorités en matière de développement à travers son Plan national de développement. Pour sa part, le Gouvernement congolais a démontré l'intérêt stratégique qu'il porte à l'efficacité de l'aide publique au développement en assumant en 2019 la co-présidence de la plateforme « Global Partnership for Effective Development Co-Operation » (GPEDC). Dans ce cadre, une occasion unique se présente pour renforcer la convergence et la complémentarité entre les différents processus de planification stratégique des acteurs de la communauté humanitaire, du développement et de la paix à travers une approche « Nexus », conformément aux priorités nationales et en lien avec la Recommandation du CAD pertinente. Cette approche doit graduellement aider à basculer d'une assistance internationale axée sur les effets de la crise vers une approche ciblant ses causes profondes (« move from delivering aid to ending needs »), en accord avec la vision du gouvernement congolais.

**Dans ce contexte, l'Atelier national d'établissement des Résultats collectifs pour le « Triple Nexus » a marqué l'aboutissement de la première phase**, qui visait à assister le gouvernement, la société civile congolaise et la communauté internationale (partenaires bilatéraux, institutions multilatérales et ONG internationales) dans l'identification de priorités conjointes en matière du Nexus. Cet atelier s'est tenu à l'initiative du système des Nations Unies, avec l'appui conjoint de la Vice-Premier Ministre et Ministre du Plan et du Ministre des Actions humanitaires et Solidarité nationale du Gouvernement congolais et des membres du CAD présents en RDC, et sous la facilitation de l'équipe Crises et Fragilité de l'OCDE. Durant l'atelier, les autorités congolaises ont exprimé leur volonté d'en intégrer les principaux résultats dans le PNSD, en vue d'en faciliter l'appropriation nationale et l'alignement de l'assistance internationale dans les domaines thématiques et géographiques pertinents.

**Ainsi, le processus de dialogue sur les priorités du Nexus a créé une fenêtre d'opportunité pour le renforcement de la cohérence de l'assistance internationale, qui mérite d'être saisie.** Pour la seule fois dans l'histoire de la RDC, cet atelier a permis de mener une discussion sur les priorités stratégiques conjointes du Nexus Humanitaire-Développement-Paix entre des représentants du Gouvernement national, de différents gouvernorats provinciaux et d'institutions administratives compétentes; des membres de la société civile congolaise de diverses régions du pays ; ainsi que des représentants de partenaires bilatéraux, d'organisations multilatérales et d'ONG internationales – issus des trois « piliers » du triple nexus. Ainsi, cet atelier a marqué le lancement d'une nouvelle dynamique de collaboration, basée sur l'identification de pistes stratégiques pour une meilleure cohésion dans des domaines spécifiques. Il est maintenant essentiel d'en assurer le suivi politique et technique.

En clôture de ce petit préambule, nous aimerions tout particulièrement remercier :

- Le leadership à l'initiative du processus, le gouvernement congolais, ainsi que M. David MACLACHLAN CARR, DSRSG/RC/HC et sa conseillère en matière de Nexus, Mme Barbara-Anne KRIJGSMAN ;
- Les facilitateurs des groupes thématiques, M. Nathaniel ALLAIRE SÉVIGNY, Mme Emmanuelle BERNARD, Mme Delphine COLBEAU, Mme Lucine FEBEL, M. Aboubacar GUINDO, Mme Ines

LEZAMA, Mme Anny MODI et M. Grégoire NGALAMULUME, ainsi que les rapporteurs M. Jose KAHILO KATUNDA et M. Trésor MAPANO KARUME ; et

- Derrière les rideaux, l'équipe d'appui à l'atelier, Mme Lilian ULAR et M. Gedeon EKELA.

# 2 Sommaire exécutif

## Contexte et objectifs

Du 29 au 31 octobre 2019 s'est tenu l'atelier d'établissement des **Résultats collectifs pour le « Triple Nexus »**, organisé conjointement par le bureau du DSRSG / RC / HC et l'OCDE. À cet atelier national ont participé plus de 100 acteurs clés des gouvernements national et provinciaux, l'équipe de pays des Nations Unies, de la Banque Mondiale, des membres du CAD et des ONG nationales et internationales. L'atelier avait pour objectif clé de faire aboutir le processus d'identification de Résultats collectifs (« Collective Outcomes ») visant à réduire les besoins humanitaires, risques et vulnérabilités à long terme parmi les personnes les plus démunies et à risque en RDC.

Ainsi, les Résultats collectifs devront contribuer à l'articulation concrète d'une **vision nationale de développement inclusive et équilibrée** et à un **ciblage priorisant les personnes les plus vulnérables** par l'ensemble des partenaires concernés, en accord avec les engagements pris par les autorités congolaises à travers l'Agenda 2030 et le Sommet humanitaire mondial de « ne laisser personne pour compte ». Les Résultats collectifs font partie de l'engagement plus global en RDC en faveur du « Triple Nexus », visant à améliorer l'efficacité de l'assistance internationale dans les domaines humanitaire, du développement et de la paix, en renforçant la cohérence et la complémentarité stratégiques des interventions, stratégies et programmes des acteurs impliqués, dans le respect de leurs modus operandi respectifs et avec une attention particulière pour le respect des principes humanitaires.

L'Atelier d'établissement des Résultats collectifs se tenait à **un moment opportun**, marqué par le déroulement ou la finalisation de nombreux processus de planification importants, dont l'élaboration du Plan national de développement, différentes stratégies d'accompagnement d'organisations bilatérales et multilatérales, le Plan de réponse humanitaire (PRH), le cadre de coopération de l'ONU pour le développements (UNDAF / UNSDCF), et le renouvellement du mandat de la MONUSCO. Ce timing devait permettre de **renforcer la cohérence stratégique** entre les différents processus de planification en favorisant une compréhension commune des enjeux clés du pays en matière de risques et de résilience, ainsi qu'une meilleure prise en compte des avantages comparatifs des diverses modalités d'intervention de l'assistance internationale en RDC.

Afin de permettre l'identification conjointe de Résultats collectifs, l'atelier se fondait sur la **méthodologie d'analyse des systèmes de résilience (RSA)** développée par l'OCDE, complémentée par le **cadre multidimensionnel d'analyse de la fragilité**, tel que reflété dans le document « États de fragilité 2018 ». La méthodologie RSA, déjà testée dans de nombreux contextes nationaux et régionaux, a connu deux adaptations novatrices dans le contexte de l'exercice en RDC: premièrement, l'utilisation d'un outil d'analyse de réseaux pour la cartographie des interventions et des lacunes dans les programmes (apporté et facilité par le gouvernement canadien); et deuxièmement, des ajustements méthodologiques pour renforcer la dimension de sensibilité aux conflits.

Pour plus d'information sur la méthodologie et le programme de l'atelier, le lecteur est invité à se référer aux annexes.

## Résultats atteints

En accord avec les objectifs fixés, les principaux résultats atteints à l'issue de l'atelier sont les suivants :

1. L'établissement d'une **version préliminaire des Résultats collectifs** pour le Nexus. Les participants à l'atelier se sont accordés sur un ensemble de quatre thématiques prioritaires autour desquelles les Résultats collectifs seront finalisés. Ceux-ci représentant des priorités communes pour renforcer la résilience du système et réduire les besoins humanitaires :

Les thématiques pour les Résultats collectifs couvrent quatre domaines:

1. Renforcer l'accès équitable aux services de base de qualité;
2. Prévenir et répondre à la violence basée sur le genre et appuyer les victimes;
3. Apporter une réponse holistique à des phénomènes de déplacement forcé ; et
4. Réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

La délimitation géographique et thématique s'est faite de manière plus ou moins détaillée, selon les Résultats collectifs et en fonction de l'expertise disponible parmi les participants. C'est pourquoi, il est envisagé de laisser la porte ouverte à d'éventuels amendements techniques après l'atelier.

2. Avant et afin d'établir ces Résultats collectifs préliminaires, les participants ont mené une **analyse conjointe du paysage des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience de la RDC**. Cette analyse multidimensionnelle prenait comme point de départ la grille de lecture contenue dans le « Rapport diagnostique préliminaire » des systèmes de résilience en RDC, document de réflexion servant à alimenter les discussions entre participants au sein de groupes thématiques. L'analyse incluait des considérations d'économie politique et l'identification des personnes les plus à risque.
3. La **cartographie des stratégies, programmes et activités en cours** dans les domaines retenus pour le triple nexus. Pour chacun des quatre Résultats collectifs préliminaires, les participants à l'atelier ont dressé une cartographie des activités et programmes essentiels et ont succinctement identifié les lacunes et les possibilités de synergie. Ce premier regard a ouvert la voie à la poursuite des discussions sur la complémentarité à travers le Nexus.
4. Un accord sur les **prochaines étapes**. La réussite du processus se mesurera dans le temps à travers la capacité des différents acteurs impliqués à réduire graduellement les besoins humanitaires chroniques dans les quatre domaines retenus. Ceci nécessitera avant tout de finaliser les Résultats collectifs et objectifs stratégiques, en préservant le consensus issu de l'atelier, et de les rendre opérationnels dans les contextes donnés. Il sera ensuite important d'assurer un cadre de coordination durable, permettant de maintenir à jour l'analyse conjointe du contexte et la vue d'ensemble des interventions et des lacunes, tout en assurant un équilibre optimal quant à la charge supplémentaire que ce cadre de coordination pourrait faire peser sur les ressources humaines des intervenants impliqués. Enfin, il sera important d'insuffler un esprit de redevabilité mutuelle concernant l'atteinte des Résultats collectifs à travers un mécanisme collectif de suivi léger et fondé sur l'analyse empirique des changements.

# 3 Résultats collectifs

L'établissement de Résultats collectifs préliminaires et de leurs objectifs stratégiques constituait un objectif central de l'atelier, qui rassemblait le bon « mix » d'experts de haut niveau et décideurs déployés par un éventail représentatif des acteurs clés impliqués, notamment des institutions d'État nationales et provinciales ; les ONG et organisations de la société civile congolaise ; les partenaires bilatéraux ; les Organisations multilatérales et les ONG internationales.

Ces Résultats collectifs préliminaires seront revus et finalisés après l'Atelier au sein de groupes thématiques, en assurant notamment qu'ils soient réalisables sur une période de 5 ans et mesurables. En d'autres mots, les Résultats collectifs tels que formulés ci-dessous doivent être considérés comme étant à un stade d'ébauche, à finaliser dans leur version définitive d'ici fin décembre 2019.

La définition des Résultats collectifs préliminaires s'est déroulée en plusieurs temps.

- Le premier jour (session 1 - analyse conjointe du paysage global des vulnérabilités et de la résilience en RDC) a permis d'esquisser les thématiques prioritaires émergentes ;
- Le second jour (session 2 - délimitation du domaine d'intervention), les participants ont fait ressortir les formulations préliminaires des Résultats collectifs à travers un exercice collectif de priorisation et d'élimination ;
- L'après-midi du second jour, les participants ont procédé à un affinement des Résultats collectifs à travers un travail en groupes thématiques, prenant en compte le travail de la veille. (Ce travail s'est déroulé à partir d'un cadran, intégrant une révision des Résultats collectifs, la définition d'objectifs stratégiques, l'identification des liens avec le paysage global des vulnérabilités et de la résilience, et la formulation de recommandations transversales).

De ce travail sont ressortis quatre Résultats collectifs préliminaires, chacun décliné en plusieurs objectifs stratégiques :

**Résultat collectif 1** – *D'ici [échéance], au moins [...] % des personnes en [zone ciblée] ont un accès équitable aux services de base de qualité.*

Objectifs Stratégiques :

1. Capacités techniques, financières, de gestion et humaines.
2. Disponibilité – suffisance, viabilité, ressources humaines.
3. Accessibilité – proximité, défis logistiques, gratuité, pouvoir d'achat, sécurité, confiance, équité des genres.

**Résultat collectif 2** – Réduction de [...] % de l'ampleur des violences basées sur le genre (VBG) à travers la prévention et la prise en charge holistique de qualité des survivantes d'ici 2024.

Objectifs Stratégiques :

1. Améliorer les connaissances sur les VBG à travers la communication sur le changement des comportements.
2. Renforcer la prise en charge holistique de qualité aux survivantes des VBG.
3. Renforcer / redynamiser les mécanismes de coordination à tous les niveaux.

**Résultat collectif 3** – Réduction de [...] % de la population en situation de déplacement forcé (PDI, retournés et réfugiés) à travers prévention, accompagnement en situation de déplacement, et appui aux retours volontaires.

Objectifs Stratégiques :

1. Résolution et prévention des conflits (en zones de déplacement).
2. Augmentation des capacités de l'état (fonctions régaliennes et prise en charge).
3. Augmentation de la résilience des populations affectées (hôtes, PDIs, réfugiés et retournés).
4. Augmentation des opportunités de réinsertion.

**Résultat collectif 4** – Réduction d'au moins 30% du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire et réduction d'au moins 50% du nombre d'enfants malnutris de moins de 5 ans.

Objectifs Stratégiques :

1. Augmentation de [...] % (qualité et quantité) de la production locale (agriculture, élevage, pêche).
2. Accroître l'accès aux marchés.
3. Promouvoir les bonnes pratiques nutritionnelles.
4. Augmenter les moyens de subsistance.
5. Renforcer les capacités institutionnelles du cadre légal.



# 4 Analyse du paysage de risques et de résilience

Afin d'établir les Résultats collectifs préliminaires, décrits dans la précédente section, les participants de l'atelier ont au préalable mené conjointement une analyse du paysage de risques et de résilience en RDC. Cette analyse a permis de déterminer les thèmes de l'approche « Triple Nexus » en RDC. L'analyse prenait comme point de départ le « Rapport diagnostique préliminaire » des systèmes de résilience en RDC, document de réflexion développé par l'OCDE.

## Rapport diagnostique préliminaire

Le « Rapport diagnostique préliminaire » visait à étayer la réflexion et alimenter les discussions au sein des groupes thématiques. Pour chacune des cinq dimensions du cadre analytique de fragilité développé par l'OCDE (2018), le rapport présentait l'état de la fragilité en RDC à l'échelle « macro », à partir d'indicateurs mondiaux tirés de 21 bases de données issues d'institutions fiables. L'analyse qualitative du rapport était complétée par une revue documentaire de plus de 220 sources (rapports, analyses et plans stratégiques) collectées auprès de l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus en amont de l'atelier.

L'analyse du rapport fait apparaître un contexte national très fragile. Selon les indicateurs mondiaux, la RDC connaît un niveau de fragilité « sévère » dans 3 des 5 dimensions (fragilité politique, sociétale et environnementale) et « majeure » dans les 2 dimensions restantes (fragilité économique et sécuritaire). Plusieurs facteurs de risque contribuent à la fragilité et mettent à mal les capacités de résilience, notamment les violences et les conflits, la faiblesse de la gouvernance et la vulnérabilité socio-économique élevée au sein de la population. Ces facteurs se manifestent à travers diverses problématiques, telles que les épidémies et les mouvements de population forcés.

De plus, la richesse du patrimoine culturel de la RDC, fondée sur un brassage de cultures hétérogènes, comporte parfois aussi des risques de clivages sociaux, prenant parfois la forme de tensions et de conflits entre communautés. En outre, les obstacles logistiques et parfois l'insécurité ont pour effet de limiter la facilité de mouvement des personnes sur le territoire national, renforçant l'émergence de « micro-dynamiques » régionales et locales aux tendances divergentes. Ces modèles de différenciation sociale et géographique, qui influent sur différents niveaux, contribuent au caractère complexe et dynamique de la fragilité du pays.

## Résultats de l'analyse

Sur base du Rapport diagnostique préliminaire, les participants à l'atelier ont mené un exercice d'analyse du paysage de risques et vulnérabilités au sein de 5 groupes thématiques (par dimension de la fragilité – politique, sociétale, environnementale, économique et sécuritaire). Malgré la variété des dimensions





Comme actifs de résilience clés permettant de prévenir les risques, les atténuer et les surmonter, les participants ont mis en exergue les éléments suivants, dont certains nécessitent d'être renforcés :

1. **Le Système institutionnel de l'État** (comportant d'importantes carences au niveau national et sous-national en termes de financement, d'effectifs et d'impact ressenti) ;
2. **Les Infrastructures publiques** (notamment routière et énergétique) ;
3. **Le secteur informel de l'économie**, très dynamique, mais insuffisamment encadré et appuyé ;
4. **Les mécanismes locaux de résolution des conflits**, notamment les cadres de concertation et stratégies locales ;
5. **Le cadre administratif et réglementaire**, notamment dans certains secteurs et domaines critiques pour la résilience (gestion des ressources naturelles et questions foncières, éducation et santé) ;
6. **La solidarité et l'entre-aide intercommunautaire**, qui s'exprime notamment à travers l'accueil de personnes déplacées et de réfugiés.

### **Personnes à risque**

#### **Graphique 4.3. Personnes à risque**

Groupes à risque récurrents à travers les cinq dimensions analysées



Note : Les concepts sont représentés par des mots clés dont la taille varie en fonction de la fréquence avec laquelle ils ont été évoqués dans les analyses des cinq groupes thématiques.

Source : Aperçu détaillé du paysage des risques et vulnérabilités (en annexe).

Pour chaque dimension de la fragilité, les groupes de travail ont fait apparaître les groupes de personnes les plus affectées ou vulnérables. Les catégories évoquées le plus fréquemment à travers les différentes dimensions étaient les femmes, les personnes déplacées, les jeunes et les enfants. D'autres catégories importantes venaient compléter le tableau, avec une plus grande variabilité selon les dimensions de fragilité.

***Considérations concernant l'économie politique***

Les discussions au sein des groupes thématiques ont fait ressortir l'importance de prendre en compte les dynamiques d'économie politique sous-jacentes. Bien que la fragilité multidimensionnelle du contexte congolais maintienne le pays dans une situation précaire, vulnérable et difficilement gouvernable, elle fait également des « gagnants », qui ont un intérêt dans le maintien du statu quo. Les groupes thématiques ont mentionné : (1) l'ingérence extérieure ; (2) l'instrumentalisation des institutions d'état et des forces de maintien de l'ordre et de la sécurité à des fins privées ; (3) le manque d'application du cadre administratif et réglementaire ; (4) les inégalités sociales et la discrimination envers certaines minorités, notamment autochtones ; (5) les inégalités entre les sexes (déjà évoquées plus haut) ; (6) l'instrumentalisation de la dimension identitaire par des acteurs de la mobilisation à des fins de violence politique.

# 5 Cartographie des activités

Partant des quatre Résultats collectifs établis, les participants à l'atelier ont dressé une cartographie des activités et programmes essentiels et ont succinctement identifié les lacunes et les possibilités de synergie. Ce premier regard a ouvert la voie à la poursuite des discussions sur la complémentarité à travers le Nexus.

Les tableaux ci-dessous résument les résultats de l'exercice de cartographie. Une version détaillée est également jointe en annexe.

**Résultat collectif 1 : D'ici [échéance], au moins [...] % des personnes en [zone ciblée] ont un accès équitable aux services de base de qualité.**

Niveau	Capacités – techniques, financières, de gestion et humaines.			Disponibilité – suffisance, viabilité, ressources humaines.			Accessibilité – proximité, défis logistiques, gratuité, pouvoir d'achat, sécurité, confiance, équité des genres.		
	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix
National	5	18	2	0	1	0	0	4	2
Régional / provincial	6	6	4	0	8	0	3	7	8
Communautés / ménages	6	4	1	0	5	3	17	7	2

Commentaires :

- Au regard des activités répertoriées sous les Objectifs stratégiques (notamment « disponibilité » et « accessibilité »), il semble que ces Objectifs stratégiques n'ont pas été interprétés de la même manière par tous les participants. Il pourrait être utile de revoir la formulation ou assurer la clarté du contenu de chaque O.S.
- Néanmoins, il est frappant que les activités de renforcement de capacités répertoriées semblent concentrées au niveau national, c'est-à-dire loin du point de mise en œuvre des services sociaux de base.
- De la même manière, la majorité des activités liées à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base semble apportée à travers l'action humanitaire et au niveau local – ce qui soulève des questions quant à la durabilité des résultats collectifs escomptés.

## Résultat collectif 2 : Réduction de [...] % de l'ampleur des violences basées sur le genre (VBG) à travers la prévention et la prise en charge holistique de qualité des survivantes d'ici 2024.

Niveau	Améliorer les connaissances sur les VBG à travers la communication sur le changement des comportements.			Renforcer la prise en charge holistique de qualité aux survivantes des VBG.			Renforcer / redynamiser les mécanismes de coordination à tous les niveaux.		
	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix
National	3	3	0	1	1	1	4	1	8
Régional / provincial	1	4	7	0	1	1	0	2	0
Communautés / ménages	4	1	1	1	3	0	5	3	1

### Commentaires :

- De prime abord, le nombre d'activités catégorisées au sein du pilier « paix » est une surprise encourageante. Ce constat doit cependant être un peu nuancé : beaucoup des activités répertoriées sous ce volet n'apportent qu'une contribution relativement indirecte à la prévention et la prise en charge en matière de VBG.
- En matière de coordination (3<sup>ème</sup> O.S.), la cartographie des activités indique un gap potentiel au niveau régional / provincial.



### Résultat collectif 3 : Réduction de [...] % de la population en situation de déplacement forcé (PDIs, retournés et réfugiés) à travers prévention, accompagnement en situation de déplacement, et appui aux retours volontaires.

Niveau	Résolution et prévention des conflit (en zones de déplacement)			Augmentation des capacités de l'état (fonctions régaliennes et prise en charge)			Augmentation résilience populations affectées (hôtes, PDIs, réfugiés. et retrn.)			Augmentation des opportunités de réinsertion		
	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix
National	0	2	5	3	3	3	1	0	0	1	0	2
Régional / provincial	1	0	2	0	1	1	2	4	2	5	6	0
Communautés / ménages	4	2	6	1	0	1	10	0	1	9	2	2

#### Commentaires :

- La majorité des activités d'assistance répertoriées sous ce Résultat collectif (« résilience » et « opportunité de réinsertion ») provient des acteurs humanitaires, alors que ce type d'assistance est généralement très limité dans le temps et se restreint à une réponse aux besoins de survie les plus basiques.
- De manière similaire, les activités répertoriées semblent se concentrer beaucoup plus sur les volets d'assistance que sur ceux de prévention et de préparation (« résolution et prévention des conflits » et « augmentation des capacités de l'état »).
- Dans le domaine de l'augmentation des capacités de l'état, les activités répertoriées semblent se concentrer au niveau national. Il a été remarqué durant l'atelier que les capacités aux niveaux provincial et local demandent plus d'appui.

### Résultat collectif 4 : Réduction d'au moins 30 % du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire et réduction d'au moins 50 % du nombre d'enfants malnutris de moins de 5 ans

Niveau	Augmentation de [pourcentage] (qualité et quantité) de la production locale (agriculture, élevage, pêche)			Accroître l'accès aux marchés			Promouvoir les bonnes pratiques nutritionnelles.			Augmenter les moyens de subsistance			Renforcer les capacités institutionnelles du cadre légal		
	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix	Hum.	Dev.	Paix
National	0	4	0	1	0	0	0	3	0	1	1	0	0	3	0
Régional / provincial	0	7	0	0	0	0	0	0	0	3	3	0	0	0	0
Communautés / ménages	2	2	0	1	4	3	3	2	1	3	2	3	5	2	1

#### Commentaires :

- L'analyse collective a démontré que la RDC fait face à des besoins humanitaires importants dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition, dont les causes profondes touchent aux dimensions de paix et de développement. Cependant, l'analyse détaillée des activités soulève quelques questions importantes concernant le choix du Résultat collectif et des Objectifs stratégiques. En effet, l'utilité d'une approche « Triple Nexus » réside dans la complémentarité entre les volets humanitaires, développement et paix. Cet angle n'est peut-être pas suffisamment exploité au niveau du choix des Objectifs stratégiques, qui restent très ancrés dans une vision traditionnelle du secteur de l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- En revanche, l'analyse des activités répertoriées indique l'existence d'activités dans les secteurs concernés, ayant des objectifs de cohabitation pacifique ou de réduction des violences à base communautaire.

# 6 Prochaines étapes

En tant que facilitateurs de l'atelier, nous considérons que la réussite du processus se mesurera dans le temps à travers la capacité des différents acteurs impliqués à réduire graduellement les besoins humanitaires chroniques dans les quatre domaines retenus. Ceci nécessitera avant tout de finaliser les Résultats collectifs et objectifs stratégiques, en préservant le consensus issu de l'atelier, et de les rendre opérationnels dans les contextes donnés. Il sera ensuite important d'assurer un cadre de coordination durable, permettant de maintenir à jour l'analyse conjointe du contexte et la vue d'ensemble des interventions et des lacunes, tout en assurant un équilibre optimal quant à la charge supplémentaire que ce cadre de coordination pourrait faire peser sur les ressources humaines des intervenants impliqués. Enfin, il sera important d'insuffler un esprit de redevabilité mutuelle concernant l'atteinte des Résultats collectifs à travers un mécanisme collectif de suivi léger et fondé sur l'analyse empirique des changements.

Ainsi, dans l'immédiat, les **prochaines étapes** consistent en :

1. La finalisation de la **formulation des Résultats collectifs** et des objectifs stratégiques qui s'y rapportent au sein de groupes de travail techniques ;
2. La **contextualisation des Résultats collectifs** et de leurs objectifs stratégiques dans les provinces concernées ;
3. L'établissement d'un **Comité de pilotage**, composé de délégués des groupes constitutifs clés (autorités congolaises, ONG nationales, partenaires bilatéraux, organisations multilatérales et ONG internationales). Ce Comité représentera le cadre de coordination et de concertation stratégiques et politique à travers lequel les Résultats collectifs pourront être validés et la mise en œuvre pourra être orientée ; et
4. L'établissement d'un **Secrétariat de coordination** dédié au Nexus, en charge de l'appui et du suivi au processus. Des discussions sont en cours entre le Bureau du DSRSG/RC/HC, le Siège des Nations Unies et des partenaires bilatéraux pour assurer la mise à disposition des effectifs nécessaires par recrutement, détachements ou redéploiements.

À **moyen terme**, le bureau du DSRSG/RC/HC prévoit le développement d'outils pour accompagner les Résultats collectifs, tel que : a) un cadre de coordination ; b) un cadre de suivi et d'évaluation ; et c) une stratégie de financement.

# 7 Annexes

Paysage des risques et vulnérabilités

Aperçu détaillé de la cartographie

Déroulement de l'atelier

Cadre méthodologique

## Paysage des risques et vulnérabilités

Durant l'atelier, les participants ont mené une analyse conjointe du paysage des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience de la RDC. Cette analyse multidimensionnelle prenait comme point de départ la grille de lecture contenue dans le « Rapport diagnostique préliminaire » des systèmes de résilience en RDC, document de réflexion servant à alimenter les discussions entre participants au sein de groupes thématiques. La grille de lecture utilisée consistait en le cadre conceptuel de la fragilité multidimensionnelle développé par l'OCDE dans le document États de fragilité 2018, qui distingue les cinq dimensions de fragilité reprises ci-dessous. L'analyse incluait également des considérations d'économie politique et l'identification des personnes les plus à risque.

### I. Fragilité politique

#### Risques et vulnérabilités

- Absence de l'autorité de l'État  
*Limitation des capacités de l'État à fournir les services de base à la population (sécurité, justice, besoins sociaux de base) et à parachever le processus de décentralisation (transfert des compétences, rétrocession...), créant une fragilité.*
- Redevabilité  
*Le manque de redevabilité de l'État à l'échelle nationale, provinciale et locale se manifeste par les crispations politiques, la corruption, le manque de confiance entre la population et les autorités, le manque de transparence des élections, le manque d'éducation civique qui créent des vulnérabilités.*
- Mise en œuvre des politiques publiques  
*Faiblesse des capacités institutionnelles en termes de ressources, planification, capacité d'exécution et manque de consistance de la volonté politique, dont la mise en œuvre incomplète de la décentralisation qui rendent vulnérables les provinces et entités décentralisées.*
- Limitation/lacunes en ressources humaines  
*Justice sociale: inégalités, accès à la justice, exclusion (genre), manque d'engagement envers l'exercice démocratique.*

#### Actifs de résilience

- Alternance politique qui donne une nouvelle impulsion ;
- Ouverture et discours prometteurs sur les services de base (sécurité, justice, éducation, santé);
- Stratégie nationale de développement ;
- Plans de développement provinciaux (Tanganyika, Nord Kivu, Kasai central);
- Maitrise Ébola;
- Évolution positive de la liberté d'expression;
- Décrispation politique au niveau national;

- Discours prometteur sur la lutte contre la corruption;
- Renouveau politique au niveau provincial;
- Processus budgétaire participatif et augmentation du budget;
- Représentativité du genre, de personnes avec handicap et de la jeunesse;
- Mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base ;
- Travaux de réhabilitation des infrastructures routières ;
- Évolution de la vision et du programme de la gouvernance.

NOTE DE LA FACILITATION : Piste à explorer plus en détails :

- Quels sont les actifs de résilience existants au niveau communautaire ? (Comme par exemple la justice traditionnelle, les systèmes d'autorité traditionnels, les initiatives locales de dialogue, de médiation et de renforcement de la cohésion sociale, etc.)

### Impact

- Manque de confiance / désengagement de la population;
- Absence de développement;
- Criminalité;
- Dégradation de l'environnement sécuritaire;
- Légitimité des institutions ;
- Incivisme fiscal ;
- Chômage des jeunes
- Renaissance timide de l'espoir.

### Catégories de personnes vulnérables

- Femmes,
- Populations rurales,
- Enfants,
- Jeunes.

### Tendances aggravantes

[Aucune tendance identifiée.]

## II. Fragilité sociale

### Risques et vulnérabilités

- Violences sexuelles et basées sur le genre;
- Exploitation sexuelle;
- Coutumes et pratiques discriminatoires;
- Déplacements massifs;

- Manque d'accès aux documents d'État civil;
- Croissance démographique;
- Faible accès aux services sociaux de base et aux infrastructures;
- Faible taux d'alphabétisation des parents;
- Faible taux d'éducation des filles;
- Délinquance juvénile;
- Conflits ethniques et communautaires;
- Chômage des jeunes;
- Marginalisation des communautés minoritaires;
- Faible accès à la terre;
- Faible gouvernance;
- Impunité et arrangements à l'amiable;
- Corruption;
- Faible accès à la justice;
- Catastrophes naturelles;
- Pauvreté généralisée ;
- Exploitation des enfants.

### Actifs de résilience

- Société civile forte et autonome;
- Existence des instruments juridiques
- Partenariats Public-Privé;
- Redevabilité de l'État;
- Bonne gouvernance;
- Engagement communautaire;
- Cohésion sociale;
- Renforcement des capacités institutionnelles;
- Mesures d'accompagnement de mise en œuvre des lois;
- Budgétisation Pro-pauvres et capacité de mobilisation des ressources;
- Prise en compte du genre;
- Inclusion sociale.

### Impact

- Accès accru aux infrastructures et services sociaux de base;
- Réduction des inégalités sociales;
- Réduction des violences inter communautaires;
- Bonne cohésion sociale;
- Amélioration des conditions de vie;
- Participation active des femmes et des groupes minoritaires dans la prise des décisions;

- Restauration de l'autorité de l'État.

### Catégories de personnes vulnérables

- Enfants exploités économiquement et ceux vivant autour et dans les mines,
- Communautés hôtes,
- Déplacés, Réfugiés, retournés,
- Démobilisés,
- Femmes,
- Enfants non accompagnés,
- Survivants des SGBV,
- Jeunes filles et garçons,
- Personnes vivant avec handicap,
- Personnes de troisième âge,
- Victimes des catastrophes naturelles.

### Tendances aggravantes

- Catastrophes naturelles/changements climatiques;
- Conflits;
- Viol comme arme de guerre;
- Corruption;
- Impunité;
- Mauvaise gouvernance;
- Pratiques traditionnelles néfastes;
- Pouvoir coutumier / politico-administratif;
- Distribution inéquitable des ressources;
- Insuffisance de l'autorité de l'État au niveau local (autorités civiles, militaires, judiciaires);
- Insécurité alimentaire.

### **III. Fragilité environnementale**

Dans ce groupe, les participants ont distingué les différents facteurs et tendances par niveau de désagrégation géographique. Ces niveaux sont reflétés dans le tableau ci-dessous à travers les lettres « N » (pour le niveau national), « R » (pour le niveau régional / provincial) et « L » (pour le niveau local, affectant les communautés et/ou les ménages).

### Risques et vulnérabilités

- Accès à la terre : cadre légal à mettre à jour (N), qualité des terres (R), accaparement des terres, conflits fonciers (L) ;
- Problèmes de gouvernance, Finances (N) ;
- Non-application de certaines lois (N) ;



- Infrastructures insuffisantes (ex : chaîne des valeurs, économie, moyens de transport) (N) ;
- Exploitation anarchique des ressources naturelles (ex : déforestation, déboisement) (R) ;
- Manque de réglementation d'urbanisation/ aménagement du territoire (ex : zones inondables) (R) ;
- Manque d'accès au marché économique (R) ;
- Problèmes de gouvernance (R) ;
- Paiement des fonctionnaires (inexistant ou fluctuant) (R) ;
- Absence de certains Plans de développement provincial (R) ;
- Disponibilité insuffisante de main d'œuvre qualifiée (L) ;
- Mauvaise qualité des infrastructures (L) ;
- Pratiques néfastes ou inadéquates : Hygiène, Santé, Nutrition, Agriculture, Coutumes, etc. (L) ;
- Barrières empêchant un bon accès aux soins de santé (ressources financières et humaines, infrastructures, accès physique) (L) ;
- Insuffisance de la transformation et de la conservation de la nourriture (L) ;
- Insalubrité (L).

### Actifs de résilience

- Existence des cadres légaux (gouvernance) (N) ;
- Ressources naturelles en grande quantité (N) ;
- Biodiversité (N) ;
- Décentralisation des entités territoriales à tous les niveaux (R) ;
- Plans de développement provincial (R) ;
- Terres fertiles (L) ;
- Accès à l'eau (disponibilité) (L) ;
- Couverture du système de santé (L) ;
- Présence / implication de nombreux acteurs/actrices : Partenariat, Société civile (partenaires, société civile) (L).

### Impact

- Faible attractivité pour l'investissement (N) ;
- Distribution des richesses et application des lois inégales (N) ;
- Difficultés d'accès à la propriété pour les femmes (N) ;
- Mouvements / déplacement de populations (R, L) ;
- Insécurité alimentaire et malnutrition aiguë (thématiques?) (N, R, L) ;
- Perturbations environnementales (Exemple : changement climatique, baisse de la biodiversité) (R) ;
- Faible commercialisation (R) ;
- Résurgence des épidémies (L) ;
- Multiplication des conflits fonciers (L) ;
- Taux de mortalité / morbidité élevé (L) ;

- Faible production alimentaire (diversité des productions) et biodiversité (L).

### Catégories de personnes vulnérables

- PDI / Retourné.e.s / Réfugié.e.s
- Populations autochtones
- Populations de zones d'insécurité
- Personnes vivant avec handicap
- Femmes et enfants
- Personnes de troisième âge
- Jeunes.

### Tendances aggravantes

- Culture/coutume
- Ignorance
- Conflits
- Instabilité politique
- Instabilité économique
- Montée de l'utilisation du numérique
- Changement climatique
- Situation des pays limitrophes (transhumance)

## IV. Fragilité sécuritaire

Dans ce groupe, les participants ont distingué les différents facteurs et tendances par niveau de désagrégation géographique. Ces niveaux sont reflétés dans le tableau ci-dessous à travers les lettres « N » (pour le niveau national), « R » (pour le niveau régional / provincial) et « L » (pour le niveau local, affectant les communautés et/ou les ménages).

### Risques et vulnérabilités

- Corruption (N) ;
- Inégalités sociales/économiques (N) ;
- Influence du secteur privé / multinationales (N) ;
- Non-respect/mauvaise interprétation de la loi (N) ;
- Porosité des frontières/dynamique régionale (N).
- Faiblesse de l'autorité de l'État (N, R) ;
- Exploitation illégale des ressources naturelles (N, R) ;
- Manque de confiance envers les forces de l'ordre et de sécurité (N, R) ;
- Manque de neutralité et de professionnalisme des forces de l'ordre et de sécurité (N, R) ;
- Porosité des frontières (N, R) ;
- Détention d'armes par des réfugiés et déplacés (?) (R) ;

- Présence des groupes armés/milices (R) ;
- Groupes d'auto-défense à l'initiative de la population (R) ;
- Faiblesse des financements décentralisés au niveau des provinces (R).
- Frictions identitaires (R, L) ;
- Échec des processus DDR/RRR (R, L) ;
- Conflits entre agriculteurs et éleveurs (R, L) ;
- Utilisation de la violence sexuelle comme arme (R, L) ;
- Conflits fonciers (R, L) ;
- Attaques contre les civils (L) ;
- Violations des droits de l'Homme (L) ;
- Conflits liés à l'exercice du pouvoir coutumier (L) ;
- « Tribalisation » des questions sécuritaires (L) ;

### Actifs de résilience

- Intégration régionale (N) ;
- Outils de planification du développement économique et social (N) ;
- Existence de ressources naturelles et foncières (N);
- Cadre légal (N) ;
- Mécanisme National de suivi / Accord cadre (N);
- Volonté annoncée du gouvernement pour mener des réformes (N) ;
- Existence d'une police et de l'armée nationales (N);
- Efforts pour la décentralisation et le renforcement de l'État de Droit, justice transitionnelle (N) ;
- Dynamisme de l'économie informelle (N, R, L) ;
- Dynamisme société civile (N, R, L) ;
- Groupes d'auto-défense à l'initiative de la population (R) ;
- Cadres de concertation / stratégies locales de résolution des conflits (R) ;
- Budgets participatifs (R) ;
- Leçons apprises positives des processus DDR (exemple des fermes en Ituri) (R) ;
- Fermeture des camps des déplacés (exemple Nord Kivu) (R) ;
- Mécanismes communautaires d'alerte précoce (L);
- Proximité de la population avec les groupes armés dans certains cas (L);
- Générosité / solidarité des communautés (L);
- Flexibilité / Évolution dans le temps des dynamiques des conflits (L).

### Impact

- Néfaste pour les investissements (N);
- Pauvreté généralisée (N);
- Difficulté de génération des revenus internes (N);
- Taux de mortalité élevé (N);

- Instabilité politique (N);
- Services sociaux de base non fonctionnels (N);
- Insécurité généralisée (N);
- Climat d'impunité (N);
- Lacune dans la protection des civils (N, R) ;
- Conflits tribalo-ethniques (R) ;
- Déplacements de population / IDPs (R, L);
- Violations des droits de l'Homme (L);
- SGBV (L);
- Utilisation des enfants dans les conflits (L);
- Destruction des infrastructures des services de base (L).

### Catégories de personnes vulnérables

- Enfants,
- Femmes,
- PDI,
- Groupes ethniques minoritaires,
- Jeunes,
- Populations de zones frontalières.

### Tendances aggravantes

- Éléments des forces armées qui collaborent avec les groupes armés;
- Discours politiques incitant à la haine / xénophobie;
- Exploitation illégale des mines par les groupes armés
- Affairisme de certains responsables forces de sécurité;
- Faiblesse des infrastructures;
- Faiblesse de l'État.

## V. Fragilité économique

Dans ce groupe, les participants ont distingué les différents facteurs et tendances par niveau de désagrégation géographique. Ces niveaux sont reflétés dans le tableau ci-dessous à travers les lettres « N » (pour le niveau national), « R » (pour le niveau régional / provincial) et « L » (pour le niveau local, affectant les communautés et/ou les ménages).

### Risques et vulnérabilités

- Fluctuations des prix des matières premières (économie de rente) (N);
- Déficit d'infrastructures de base, secteurs transport et énergie (routes, ports, aéroports, voies ferrées, énergie, routes de desserte agricole) et nouvelles technologies de l'information et de la communication (N) ;
- Prédominance de l'économie informelle (N) ;

- Un climat des affaires inadéquat (lois, fiscalité, réglementation, tracasseries, corruption, impunité manque de transparence et de redevabilité) (N) ;
- Extraversion de l'économie (N);
- Faible coordination des ressources extérieures (N);
- Faible information sur les ressources extérieures (N) ;
- Faible diversification de l'économie (N) ;
- Déficiences dans la mobilisation des recettes/coulage des recettes (N) ;
- Faible offre d'emplois (R) ;
- Faiblesse dans l'accès au travail (R) ;
- Inadéquation des formations par rapport aux besoins du marché du travail (R) ;
- Faible rétrocession de recettes aux provinces (R) ;
- Faible inclusion financière (L) ;
- Instabilité des prix de biens et services (L) ;
- Faible protection des opérateurs économiques locaux contre la concurrence/tracasseries (L).

### Actifs de résilience

- Disponibilité des terres arables;
- Dividendes démographiques (population en âge de travailler)
- Nature favorable (cours d'eau, chutes, relief...);
- Dynamisme du secteur informel;
- Existence des lois, des institutions, Pays réformateur
- Grande population rurale;
- Mise en place d'un plan national stratégique du développement;
- Existence de la loi sur PPP / sous-traitance;
- Diversité des secteurs potentiels d'activités;
- Existence d'institutions de formation
- Loi cadre de l'enseignement;
- Loi sur la décentralisation;
- Prédilection du Gouvernement à créer une classe moyenne;
- Cadre juridique existant;
- Diversité d'institutions de financement et disponibilité des bailleurs de fonds;
- Existence de PGAI (plateforme de gestion de l'aide internationale)

### Impact

- Accaparement des terres agricoles par les concessionnaires miniers, forestiers...;
- Présence active des groupes armés;
- Insécurité alimentaire;
- Exploitation illégale des ressources naturelles et pillage;
- Faible productivité agricole;
- Déficit de l'éducation de base;

- Méthodes culturelles rudimentaires;
- Résistance aux réformes;
- Déficit de l'encadrement technique et financier;
- Déficit de mécanismes de mise en œuvre des lois;
- Mauvaise distribution des ressources et revenus nationaux;
- Forte conditionnalité d'accès au crédit, au-delà de la capacité des demandeurs.

### Catégories de personnes vulnérables

- Femmes,
- Vieillards,
- Personnes vivant avec handicap,
- Peuples autochtones,
- Enfants,
- Jeunes,
- Réfugiés,
- Déplacés,
- Retournés,
- Personnes vivant en milieux ruraux.

### Tendances aggravantes

- Présence active des groupes armés,
- Insécurité,
- Impunité,
- Déplacement des populations,
- Discriminations / marginalisation de certains groupes,
- Exploitation des enfants en âge scolaire dans les mines et leur utilisation dans les groupes armés,
- Délocalisation des communautés villageoises.

## Aperçu détaillé de la cartographie

**Résultat collectif 1 : D'ici [échéance], au moins [pourcentage] des personnes en [zone ciblée] ont un accès équitable aux services de base de qualité.**

*Capacités techniques, financières, de gestion et humaines*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification et documentation ;</li> <li>• Programme de prévention et réduction des risques de catastrophes ;</li> <li>• Programme national des urgences humanitaires.</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partage de l'information, analyse des contextes, priorisation, coordination des réponses humanitaires - OCHA;</li> <li>• Riposte épidémies.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bonne gouvernance OSCEP, promotion de l'éthique professionnelle et la lutte contre la corruption ;</li> <li>• Santé CSU ;</li> <li>• Coordination générale du développement.</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui au Gouvernement dans les secteurs sociaux de base (éducation, santé, protection de l'enfant, Wash, nutrition, planification) - UNICEF;</li> <li>• Renforcement du système de nutrition, prise en charge MAM/MAS - UNICEF;</li> <li>• Éducation: Amélioration de l'accès, la qualité, la gouvernance - UNICEF;</li> <li>• Protection de l'enfant, enregistrement des naissances et justice juvénile - UNICEF;</li> <li>• Prévention et contrôle des infections dans les structures de santé, coordination du secteur santé, surveillance des maladies et riposte, renforcement des capacités des prestataires dans la lutte contre les maladies - OMS;</li> <li>• État civil et décentralisation - ONU FEMMES;</li> <li>• Participation politique et leadership des femmes aux instances de prise des décisions niveau national et local - ONU FEMMES;</li> <li>• Renforcement des capacités des acteurs œuvrant dans l'égalité du genre - ONU FEMMES;</li> <li>• Planification sensible au genre, production et utilisation des données désagrégées par sexe et âge et facteurs de diversité – ONU FEMMES ;</li> <li>• Renforcement des capacités – FAO ;</li> <li>• Politique sectorielle – FAO.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités institutionnelles (Assemblée nationale</li> </ul>	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation complète des jeunes dans les écoles et en dehors des écoles sur la SSR;</li> <li>• Plaidoyer efficace pour l'égalité des chances entre genres et groupes ethniques.</li> </ul>

		<p>et provinciales, Senat, gouvernements provinciaux) : budget, transparence, participation, redevabilité;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formations professionnelles enfants travaillant dans les mines;</li> <li>• Financement des projets gouvernance et protection ;</li> <li>• Financement projets santé.</li> </ul>	
Régional / provincial	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement des projets éducation et santé ;</li> <li>• Renforcement de la surveillance épidémiologique ;</li> <li>• Renforcement de l'accès à l'eau et promotion de l'hygiène et assainissement ;</li> <li>• Programme de vulgarisation de la loi sur l'eau ;</li> <li>• Création de l'accès à l'eau, travail avec le gouvernement pour renforcer capacités et services (agriculture eau, justice) ;</li> <li>• Programme de transformation positive des normes sociales rétrogrades (NK).</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités pour la surveillance des maladies.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités du personnel judiciaire ;</li> <li>• Plaidoyer pour la formation des communautés ;</li> <li>• Budget pro-pauvre et sensible au genre ;</li> <li>• Extension du système de santé, d'éducation et de protection sociale;</li> <li>• Renforcement des capacités et appui aux divisions des affaires sociales.</li> </ul>	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités des jeunes en la non-violence active et l'entrepreneuriat;</li> <li>• Mobilisation communautaire sur le DDR dans le haut Katanga ;</li> <li>• Éducation civique et électorale en faveur des femmes ;</li> <li>• Soins de santé primaire et sante de la reproduction au Nord-Kivu.</li> </ul>
Communautés / ménages	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Collaboration sur la police de proximité dans les zones d'accueil des réfugiés - HCR-PNUD-UNPOL;</li> <li>• Collaboration sur le soutien à la gouvernance locale - HCR-PNUD ;</li> <li>• Riposte aux épidémies.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui aux institution provinciales de l'État;</li> <li>• Appui à la mobilisation communautaire et formation des leaders communautaires;</li> <li>• Formation des professionnels de la santé.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation des femmes au leadership politique - ONU FEMMES ;</li> <li>• Clubs d'écoute, promotion des bonnes pratiques, auto prise en charge, cohésion sociale – FAO.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Inclusion des femmes dans les projets (comités de gestion) ;</li> <li>• Leadership et entrepreneuriat féminin efficaces.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cohésion sociale.</li> </ul>

*Disponibilité – suffisance, viabilité, ressources humaines.*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	-	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme présidentiel de lutte contre la pauvreté et les inégalités.</li> </ul>	-



Régional / provincial	-	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maisons préfabriquées pour l'habitat.</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction/réhabilitation des bâtiments de l'administration foncière (Kivus, Ituri, Haut-Uélé);</li> <li>• Construction des foyers sociaux des femmes et jeunes (PPAB Masina-Kinshasa).</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités des enseignants pour une éducation de qualité;</li> <li>• Travailler avec le parlement pour établir les règles qui répondent aux besoins des communautés en ce qui concerne l'accès aux services sociaux;</li> <li>• Programme de création d'emplois;</li> <li>• Eau, hygiène et assainissement en milieu péri-urbains et ruraux;</li> <li>• Programme de recyclage des déchets et compostage.</li> </ul>	-
Communautés / ménages	-	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Santé, vaccination, PTME, santé des adolescents;</li> <li>• Développement des chaînes de filières avec un focus sur les femmes et l'environnement.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet JAD/PNUD: Autonomisation des femmes et réinsertion socio-économique et scolaire des filles (Kasaï central) ;</li> <li>• Construction et réhabilitation d'écoles et hôpitaux;</li> <li>• Éducation environnementale dans les écoles.</li> </ul>	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création des centres sociaux des jeunes et des femmes;</li> <li>• Bâtiment pour l'administration foncière au NK ;</li> <li>• Police de proximité.</li> </ul>

*Accessibilité – proximité, défis logistiques, gratuité, pouvoir d'achat, sécurité, confiance, équité des genres.*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
--------	------	------	------

National	-	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gratuité de l'enseignement fondamental ;</li> <li>• Eau, REGIDESO, bornes fontaines.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagne accès à l'éducation et lutte contre mariages précoces - ONG Nat ;</li> <li>• Financement des projet Égalité hommes-femmes.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lutte contre l'impunité.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MNS Nat.</li> </ul>
Régional / provincial	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Riposte rougeole et épidémie (cholera) ;</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dotation en médicament et intrants;</li> <li>• Amélioration des routes, suivi des ressources allouées aux projets.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Biodiversité au Kongo central;</li> <li>• Lutte contre l'érosion côtière de Moanda ;</li> <li>• Renforcement de la Protection juridique et administrative.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion des droits sociaux, économiques et culturels;</li> <li>• Programme eau par ENABEL au Kasai central ;</li> <li>• Construction/réhabilitation des écoles, formations sanitaires et infrastructures en milieu rural (marches, routes de desserte agric.) ;</li> <li>• Adduction d'eau potable à Beni.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• STAREC (Ituri, Kivus, Maniema, Kasai central);</li> <li>• Fonds de consolidation de la paix (Ituri, Kivus, Kasai, Kinshasa);</li> <li>• DDR Kivus;</li> <li>• Dialogue pour la cohésion sociale Nord-Kivu, Kasai, Ituri, ex-Ktg.) ;</li> <li>• Cadre de dialogue pour la paix intercommunautaire (Kasai)</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Justice transitionnelle dans le projet PAJJUR (MONUSCO-PNUD) au Kasai.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication femmes dans résolution conflits (res 1325), Est-RDC;</li> <li>• Programme de masculinité positive (Kinshasa).</li> </ul>
Communautés / ménages	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration accès scolaire à travers cantines scolaires;</li> <li>• Renforcer infrastr. soc. de base pour l'inclusion des IDPs, refs etc.;</li> <li>• Inclusion communautés hôtes, refs et IDPs dans serv soc de base;</li> <li>• Riposte aux épidémies;</li> <li>• Rattrapage scolaire et réinsertion socioprofessionnelle des jeunes;</li> <li>• Réunification d'ENA et réinsertion socio-professionnelle;</li> <li>• Réponses multisectorielles dans les structures de crise humanitaire (santé, éducation, EHA, protection de l'enfant);</li> <li>• Appuis d'urgence à la prise en charge des personnes vulnérables;</li> <li>• Prise en charge des réfugiés en phases d'urgence.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Échanges / discussions avec l'ensemble des parties prenantes aux conflits pour accéder aux personnes dans le besoin ;</li> <li>• Création des latrines publiques ;</li> <li>• Vaccination des enfants;</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la prise en charge nutritionnelle;</li> <li>• Appui à l'éducation de qualité (amélioration);</li> <li>• Villages, centres de santé, écoles assainis;</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réhabilitation, construction des infrastructures et routes, hôpitaux, points d'eau.</li> <li>• Petits projets de réinsertion des enfants,</li> <li>• Renforcement de la mobilité des femmes et jeunes par l'accès aux services sociaux de base - ActionAid Kinshasa;</li> <li>• Adduction d'eau et forage</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stabilisation communautaire (Ituri) ;</li> <li>• Éducation à la Paix dans les écoles.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des mesures préventives contre Ébola (Ituri, NK);</li> <li>• Appui à la gratuité des soins pendant les crises humanitaires;</li> <li>• Accès aux soins de santé; formation et supervision du personnel soignant;</li> <li>• Appui en intrants dans les structures de santé;</li> <li>• Mise en place des cliniques mobiles.</li> </ul>		
--	--	--	--

**Résultat collectif 2 : Réduction de [pourcentage] de l'ampleur des violences basées sur le genre (VBG) à travers la prévention et la prise en charge holistique de qualité des survivantes d'ici 2024.**

*Améliorer les connaissances sur les VBG à travers la communication sur le changement des comportements.*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation des acteurs humanitaires sur l'intégration du genre dans l'action humanitaire ;</li> <li>• Éducation à la paix dans les écoles.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui au programme de leadership féminin et SGBV.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Actualisation de la stratégie nationale de lutte contre les VBG (en cours)</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation sur la lutte contre les VBG à travers des images et vidéos;</li> <li>• Appui à la réforme foncière et planification foncière participative.</li> </ul>	-
Régional / provincial	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vulgarisation des lois de protection et promotion des droits des femmes et des enfants.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Clubs DIMITRA, Éducation – FAO.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir la transformation des normes sociales et l'engagement des hommes à la masculinité positive;</li> <li>• Renforcer le programme de lutte contre les VBG PLUS;</li> <li>• Planification foncière participative..</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à l'élaboration de plans de stabilisation et de sécurité provinciaux (Kivus, Ituri, Haut-Uélé);</li> <li>• Police de proximité et des mines;</li> <li>• Éducation à la paix dans les écoles;</li> <li>• Dialogues démocratiques pour la paix et projet de stabilisation (Kasai);</li> <li>• Soutien au DDR, sortie des EAFGA, mise en œuvre des projets CVR (Ituri, Kasai).</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités des forces de sécurité sur les droits des femmes et la lutte contre les VBG;</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser des chambres foraines pour la répression des VBG.</li> </ul>
Communautés / ménages	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Éducation à la paix dans les écoles.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Vulgarisation des édits portant suppression de toutes les formes de « coutumes rétrogrades » à l'égard de la femme;</li> <li>Promotion de l'éducation informelle des jeunes filles;</li> <li>Atelier sur l'identification de pratiques coutumières néfastes.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Formation des enseignants avec dimension genre.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Formation FARDC / PNC sur la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels.</li> </ul>

*Renforcer la prise en charge holistique de qualité aux survivantes des VBG.*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place et animation des réseaux des conseillères en VBG.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Actions pour mettre fin aux mariages des enfants.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Lutte contre les violences faites aux femmes.</li> </ul>
Régional / provincial	-	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Programme de réinsertion communautaires des survivantes des SGBV dans le Kasai.</li> </ul>	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Travail avec la Police spéciale pour enfants.</li> </ul>
Communautés / ménages	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en charge holistique des survivantes et autonomisation des filles.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Financement des activités des VBG (Prise en charge et prévention) / Prise en charge holistique des survivantes des SGBV;</li> <li>Autonomisation des victimes des VBG (NK) ;</li> <li>Appui à la réintégration sociale aux femmes et filles, affectées ou victimes des violences par les groupes armés dans les zones post conflits.</li> </ul>	-

*Renforcer / redynamiser les mécanismes de coordination à tous les niveaux.*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Programme national de lutte contre les VBG.</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Partage d'informations sur les alertes et coordination de la réponse.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Plaidoyer pour l'adoption de la loi sur les VBG;</li> <li>Soutenir la stricte application de la loi sur les SGBV par la justice.</li> </ul>	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Financement des projet Egalite hommes-femme et projets gouvernance.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Lutte contre les groupes armés et DDR (Kivus);</li> <li>Mise en place des plans de la PNC et FARDC dans le cadre de la lutte contre les SGBV;</li> <li>Lutte contre l'impunité.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Monitoring des violences faites aux femmes;</li> <li>Soutien à l'entreprenariat et au leadership efficace des femmes;</li> <li>Plaidoyer pour la mise en place d'un fonds d'indemnisation spécifique pour les victimes des VBG;</li> <li>Renforcer le combat de lutte contre l'impunité pour des VBG impliquant les forces de l'ordre et de sécurité ;</li> <li>Application de la résolution 1325, plan en province.</li> </ul>
Régional / provincial	-	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des mécanismes de coordination des activités VBG aux niveaux national, provincial et local.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des mécanismes d'alerte précoce.</li> </ul>	-
Communautés / ménages	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Programme de lutte contre les VBG dans les carrières de mines ;</li> <li>Assistance juridique aux victimes ;</li> <li>Lutte contre les VBG dans les zones d'installation des réfugiés.</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer et étendre les systèmes de monitoring de protection dans les zones de retour et celles affectées par les conflits (Kasaï, Ituri).</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Formation des relais communautaires et mise en place du système de référencement.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Micro crédits ;</li> <li>Renforcement des moyens de subsistance – FAO.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Appui aux structures de santé (intrans).</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Cohésion sociale et renforcement des comités villageois de paix – PAM.</li> </ul>

**Résultat collectif 3 : Réduction de [pourcentage] de la population en situation de déplacement forcé (PDI, retournés et réfugiés) à travers prévention, accompagnement en situation de déplacement, et appui aux retours volontaires.**

*Résolution et prévention des conflits (en zones de déplacement)*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	-	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécurisation des terres des communautés, plan de gestion des ressources naturelles, plan simple de gestion;</li> <li>• Redevabilité de la gouvernance.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lutte contre les groupes armés.</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Désarmement et démobilisation des acteurs non étatiques ;</li> <li>• Réduction de la nuisance cause par les groupes armés dans les Kivus, Ituri, Maniema, Kasai, Haut Uélé.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plaidoyer pour la protection des journalistes;</li> <li>• Lutte contre les discours de haine.</li> </ul>
Régional / provincial	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécurisation des communautés à travers les actions anti-mines, déminage, et éducations aux risques.</li> </ul>	-	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme de rapatriement volontaire des FDLR ;</li> <li>• Renforcement des capacités et sensibilisation des forces armées sur la protection des civils (déplacés, réfugiés, vulnérables).</li> </ul>
Communautés / ménages	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stabilisation communautaire (Ituri, NK, SK, Kasai) ;</li> <li>• Programme d'éducation à la paix dans les écoles ;</li> <li>• Accès à la terre et cohésion sociale, facilitation de résolution des conflits, développement rural participative.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection de l'enfant, VGB et cohabitation pacifique.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès des PDI et réfugiés à la terre ;</li> <li>• Appui au renforcement de la dynamique communautaire multisectorielle.</li> </ul>	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les dialogues interethniques ;</li> <li>• Résolution des conflits communautaires, masculinité positive ;</li> <li>• Formation des nouvelles générations à la non-violence active et à l'entrepreneuriat ;</li> <li>• Projets en faveur de la cohésion sociale ;</li> <li>• Mise en place des comités de paix; formations communautaires et plaidoyers, redynamisation des comités locaux de paix ;</li> <li>• Organisation des dialogues intercommunautaires.</li> </ul>

*Augmentation des capacités de l'état (exercice des fonctions régaliennes et prise en charge)*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Collaboration avec le Gouvernement pour la consolidation des chiffres mouvements de population;</li> <li>• Monitoring de protection ;</li> <li>• Soutien aux autorités dans leur planification avant les crises.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réforme foncière;</li> <li>• Promotion de la transparence, de la participation citoyenne et la redevabilité;</li> <li>• Améliorer la redevabilité dans le secteur minier et des bois + des agences gouvernementales et provinciales.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lutte contre les groupes armés.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plaidoyer budgétisation de la gouvernance sécuritaire ;</li> <li>• Monitoring des violations des droits humains aux frontières et dans les lieux de détention.</li> </ul>
Régional / provincial	-	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la commission foncière de l'Ituri.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la gouvernance provinciale (sécuritaire).</li> </ul>
Communautés / ménages	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à l'administration et gestion des sites de déplacés.</li> </ul>	-	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Localisation et mise en œuvre du Plan d'action national « Femmes, paix et sécurité » (rés. 1325)</li> </ul>

*Augmentation de la résilience des populations affectées (hôtes, PDI, réfugiés et retournés)*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion des alertes, analyse des contextes, identification des zones prioritaires, déclenchement d'activités humanitaires.</li> </ul>	-	-
Régional / provincial	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme de leadership féminin dans les urgences;</li> <li>• Abris pour les PDI.</li> </ul>	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réinsertion socioéconomique et re-scolarisation des filles(Kasai);</li> <li>• Réhabilitation des équipements des formations sanitaires</li> <li>• Formation des prestataires;</li> <li>• Utilisation des terres arables déminées et rendues sûres pour</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• STAREC / DDR.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p>

		l'agriculture.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projet de renforcement de la société civile.</li> </ul>
Communautés / ménages	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Abris, logement ;</li> <li>Accès à la terre;</li> <li>Assistance sur les sites de déplacement (EHA, abris, CCCM);</li> <li>Habitat temporaire en faveur des PDI;</li> <li>Appuis d'urgence aux PDI et victimes des conflits (Ituri, NK, Tanganyika, Kasai);</li> <li>Assistance alimentaire, Cash, vivres;</li> <li>Construction / réhabilitation des écoles</li> <li>Réponses multisectorielles aux crises humanitaires.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en charge des victimes de mines ;</li> <li>Sensibilisations sur le dépistage volontaire dans les sites des PDI (Kasai).</li> </ul>	-	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités des chefs traditionnels sur la résilience communautaire en matière des conflits.</li> </ul>

### Augmentation des opportunités de réinsertion

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Faciliter l'inclusion des PDI et leurs communautés dans la planification nationale.</li> </ul>	-	
Régional / provincial	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réinsertion des déplacés d'Angola (Kasai) ;</li> <li>Prise en charge des retournés et réfugiés venus de l'Angola ;</li> <li>Accès à la terre pour les réfugiés dans les zones d'installation des réfugiés.</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déplacement, mobilité et monitoring des retours;</li> <li>Recherche / Appui aux Solutions durables.</li> </ul>	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Forum des solutions durables aux déplacés dans le NK (FOSOD) ;</li> <li>Dialogue intercommunautaire au Tanganyika, Ituri, Kivus.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre et leur sécurisation</li> <li>Micro crédits, promotion des cultures de cycles courts (jardins);</li> <li>Petit élevage;</li> <li>Prévention des conflits et prise en charge des déplacés (Sankuru).</li> </ul>	-



Communautés / ménages	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction / réhabilitation écoles;</li> <li>• Relèvement communautaire et paix.</li> </ul>	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vulgarisation / distribution des semences améliorées ;</li> <li>• Formation sur l'utilisation des semences.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Relèvement communautaire inclusif / clubs d'écoute et structuration pour la cohésion sociale;</li> <li>• Appui au renforcement de la dynamique communautaire multisectorielle.</li> </ul>
	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Santé dans les zones endémiques;</li> <li>• Programme agricole des déplacés internes (Ishasha, NK) ;</li> <li>• Premiers soins et appui à la prise en charge SSP et secondaire ;</li> <li>• Assistance en EHA, AME, sécurité alimentaire, éducation ;</li> <li>• Accompagnement des retournés par la construction de l'habitat;</li> <li>• Autonomisation des jeunes filles déplacées de guerre;</li> <li>• Activités génératrices de revenus</li> </ul>		

**Objectif stratégique 4 : Réduction d'au moins 30 pour cent du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire et réduction d'au moins 50 pour cent du nombre d'enfants malnutris de moins de 5 ans (Kasaï, Tanganyika, Ituri, Mayi-Ndombe, Kwilu, Kwango)**

*Augmentation de [pourcentage] (qualité et quantité) de la production locale (agriculture, élevage, pêche)*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	-	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'un programme dans la pêche et l'élevage ;</li> <li>• Relance des services nationaux agricoles ;</li> <li>• Laboratoire agricole au Sud-Kivu.</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités de production des petits producteurs.</li> </ul>	-
Régional / provincial	-	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place des parcs agro-industriels;</li> <li>• Programmes de relance agricoles dans les provinces prioritaires.</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de l'accès aux marchés dans les zones affectées par</li> </ul>	-

		<p>les conflits et de déplacement, y compris les réfugiés.</p> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Financer les projets d'agriculture durable;</li> <li>Financer les projets d'agro foresterie climatiques;</li> <li>Appuyer le travail sur les chaines de valeurs;</li> <li>Réinsertion socio-éco. des femmes et dév. des filières agricoles.</li> </ul>	
Communautés / ménages	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Distribution des semences ;</li> <li>Distribution des vivres.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre l'appui à la production agricole</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Farmer Field school.</li> </ul>	-

### Accroître l'accès aux marchés

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à l'accessibilité des marchés, à la promotion de la nutrition et au programme agricole du gouvernement.</li> </ul>	-	-
Régional / provincial	-	-	-
Communautés / ménages	<p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser des activités RRMP (hors de la zone définie ?)</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réhabilitation des infrastructures agricoles (entrepôts, ...)</li> <li>« Food for assets »,</li> <li>Réhabilitation des routes.</li> </ul> <p><u>Bailleurs / ONGs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« Village savings and loans », groupes d'épargne.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Construction des marchés, réhabilitation des routes de desserte agricole; relance des projets CVR;</li> <li>Financement des projets agro-pastoraux;</li> <li>Appuyer la cohésion sociale entre les communautés TWA. - PAM.</li> </ul>

*Promouvoir les bonnes pratiques nutritionnelles.*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	-	<u>Gouvernement :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Programme volontaire agricole;</li> <li>Veiller à la participation des femmes dans les programmes agricoles.</li> </ul> <u>Nations Unies :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir la lutte contre la malnutrition des enfants de moins de 5ans et des femmes allaitantes.</li> </ul>	-
Régional / provincial	-	-	-
Communautés / ménages	<u>Nations Unies :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Alimentation en milieu scolaire dans les zones post conflits;</li> <li>Assistance alimentaires aux réfugiés, PDI et communautés hôtes en période de crise (hors de la zone définie ?) ;</li> <li>Prise en charge des cas de MAS ;</li> <li>Appuyer les centres de santé pour la PEC des enfants malnutris..</li> </ul> <u>Bailleurs / ONGs :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation de masse sur les pratiques néfastes.</li> </ul>	<u>Nations Unies :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion de la nutrition – FAO.</li> </ul> <u>Bailleurs / ONGs :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion de la santé / nutrition des PDI.</li> </ul>	<u>Bailleurs / ONGs :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Médiation et dialogue intercommunautaires.</li> </ul>

*Augmenter les moyens de subsistance*

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<u>Bailleurs / ONGs :</u> Financement des projets / programmes de sécurité alimentaire et résilience.	<u>Gouvernement :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Programme national multisectoriel de lutte contre la malnutrition.</li> </ul>	-

Régional / provincial	<u>Bailleurs / ONGs :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Programme d'autonomisation des femmes réfugiées centrafricaines dans l'ex Équateur et Bas Uélé ;</li> <li>Financer la distribution alimentaire dans les zones d'urgence ;</li> <li>Activités de réinsertion économique des femmes et des filles dans les zones de retour des réfugiés et déplacées (Kasaï, Ituri).</li> </ul>	<u>Gouvernement :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Installation des cantines sociales pour vente des produits de base (Kasaï);</li> <li>Préparation des terres arables pour la culture agricole dans les communautés rurales;</li> <li>Renforcer l'accès à la terre pour les réfugiés.</li> </ul>	-
Communautés / ménages	<u>Nations Unies :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Projet fonds des femmes pour la paix et l'action humanitaire (WPHF) sur la résilience post-conflit;</li> <li>Soutien aux organisations des femmes pour la diversification des revenus.</li> </ul> <u>Bailleurs / ONGs :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Tontines/VSLA; Transferts monétaires ;</li> <li>Programme de sécu. alim. (agriculture) pour les PDI à Bweremana (Nord-Kivu) (exclu car hors de la zone définie) ;</li> <li>Projet d'autonomisation économique des femmes pour l'agriculture; Appui foncier (Diakona, Équateur, Kongo central et Kinshasa) (exclu car hors de la zone définie).</li> </ul>	<u>Nations Unies :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Villages, centres de santé et écoles assainis ;</li> <li>Formation des réfugiés en production et transformation des produits agricoles, AGR - ONU FEMMES.</li> </ul>	<u>Nations Unies :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>DDR communautaire ;</li> <li>Cohésion sociale et approche communautaire pour la résolution des conflits fonciers (Kasaï, Tanganyika, Kivu, Kwilu) ;</li> <li>Engagement communautaire avec les chefs traditionnels pour l'accès des femmes à la terre.</li> </ul>

### Renforcer les capacités institutionnelles du cadre légal

Niveau	Hum.	Dev.	Paix
National	<u>Nations Unies :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Identification des zones d'interventions humanitaires prioritaires;</li> <li>Partage des alertes et coordination humanitaire;</li> <li>Analyse de la situation (IPC, RIMA) – FAO ;</li> <li>Réponse d'urgence aux épidémies d'origine animale.</li> </ul>	<u>Gouvernement :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Redynamiser le programme national de la santé de reproduction et celui des adolescents.</li> </ul> <u>Nations Unies :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Appui au PRONANUT.</li> <li>Surveillance nutritionnelle et renforcement des capacités des acteurs en surveillance des maladies (OMS).</li> <li>Surveillance intégrée de la maladie et riposte (SIMR).</li> </ul>	<u>Gouvernement :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Restauration de l'autorité de l'État;</li> <li>Lutte contre les groupes armés, DDR</li> </ul> <u>Nations Unies :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Prévention, médiation des conflits fonciers;</li> <li>Renforcement de l'Administration foncière.</li> </ul>

Régional / provincial	-	-	<p>(Note : il n'est pas clair quel groupe a apporté les 3 contributions ci-dessous :)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser des dialogues intercommunautaires pour un climat de paix dans les zones post conflit;</li> <li>• Renforcer la promotion des droits économiques, sociaux et culturels;</li> <li>• Promotion de la transparence, de la participation citoyenne et de la redevabilité.</li> </ul>
Communautés / ménages	<p><u>Gouvernement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place des comités de paix et de cohabitation pacifique (champs communautaires dans les camps des réfugiés (CNR) (hors de la zone définie ?).</li> </ul> <p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire les conflits fonciers entre la société civile et les communautés locales (UNHAB/HCR);</li> <li>• Monitoring de protection et plaidoyer pour la sécurité pour accéder aux champs ;</li> <li>• Renforcement des compétences/formation professionnels de santé, agriculture, élevage.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la structuration des organisations coopératives.</li> </ul>	<p><u>Nations Unies :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire les conflits fonciers entre la société civile et les communautés locales (UNHAB/HCR);</li> <li>• Monitoring de protection et plaidoyer pour la sécurité pour accéder aux champs ;</li> <li>• Appuyer les plaidoyers des organisations à base communautaire comme un outil des droits de l'homme.</li> </ul>

## Déroulement de l'atelier

Le tableau suivant donne un aperçu global du déroulement de l'atelier, à noter que des adaptations ont été apportées dans le programme à partir de l'après-midi du second jour. Ceci, afin de répondre au besoin des participants d'approfondir la réflexion sur le choix des Résultats collectifs préliminaires.

29/10 – JOUR 1 – ANALYSE DU CONTEXTE			
Heure	Description	Responsable Animateur(s)	Méthodologie et résultats escomptés
08h30 09h00	<i>Inscription</i>		Représentation attendue aux niveaux des principaux conseillers techniques (toute la journée) et des Ministres ; Chef(fe)s d'agences ; Chef(fe)s de Coopération ; Chef(fe)s de Mission d'ONGs nationales et internationales (jusqu'à 10h45).
<b>CÉRÉMONIE D'OUVERTURE</b>			
09h00 09h45	<i>Discours d'ouverture</i>		Discours d'ouverture - Mot de bienvenue du DSRSG / RC / HC - Mot de bienvenue du Représentant des bailleurs de fonds - Ouverture de la Vice Premier Ministre/Ministre du Plan
09h45 10h15	<i>Cadrage de l'Atelier : vue d'ensemble du processus d'opérationnalisation du Nexus Humanitaire Développement Paix en RDC</i>	Conseillère Nexus HDP (BAK)	<u>Objectif</u> : Les participants se familiarisent avec le processus d'ensemble d'opérationnalisation du Nexus (au niveau national et sous-national), au sein duquel s'intègre l'Atelier.  <u>Contenu</u> : rappel des objectifs, résultats attendus, phases d'ensemble, calendrier et partenariats liés au processus.
10h15 10h45	<i>Pause-Café</i>		

10h45 11h15	<b>Objectifs de l'atelier ; vue d'ensemble de l'agenda</b>	Animateur principal OCDE (DS)	<u>Objectif</u> : Les participants se familiarisent avec le déroulement de l'atelier et s'accordent sur les attentes et les « règles du jeu ».
<b>SESSION 1 - BÂTIR UNE ANALYSE CONJOINTE DU PAYSAGE GLOBAL DES VULNÉRABILITÉS ET DE LA RÉSILIENCE EN RDC</b>			
11h15 12h30	<b>1.1 Présentation du rapport diagnostique préliminaire de l'OCDE « Risques, vulnérabilités et actifs de résilience en RDC ».</b>  Séance plénière : présentation de 30 min, suivie de 45 min de discussion.	Animateur principal OCDE (DS)	<u>Objectif</u> : Les participants se familiarisent avec le contenu de l'analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans le pays.  <u>Contenu</u> : rappel de l'objectif du rapport diagnostique préliminaire au sein de l'atelier ; méthodologie ; et principales conclusions. Question-réponse.
<b>12h30 13h30</b>	<b>Pause-Déjeuner</b>		
13h30 15h00	<b>1.2 Revue des conclusions du rapport diagnostique préliminaire.</b>  Au sein de groupes thématiques, partager, discuter et enrichir les résultats de l'analyse du Rapport diagnostique préliminaire.  Groupes : (1) fragilité politique ; (2) fragilité économique ; (3) fragilité sociale ; (4) fragilité environnementale ; (5) fragilité	5 facilitateurs de groupes + animateur principal OCDE.	<u>Objectif</u> : compréhension commune des enjeux de résilience en RDC.  <u>Contenu</u> : pour chaque dimension, identifier : les risques, vulnérabilités, actifs et catégories de personnes à haut risque (aux niveaux macro, méso et micro) ; les liens clés de causalité entre les principaux risques ; et les facteurs affectant l'évolution à venir du paysage de risques et de résilience.  <u>Output</u> : un poster par groupe, présentant les problématiques identifiées (risques, vulnérabilités, actifs, personnes à haut risque, facteurs d'évolution).

	sécuritaire.		
<b>15h00</b> <b>15h15</b>	<b>Pause-Café</b>		
15h15 16h45	<p><b>1.3 Identification de thématiques prioritaires émergentes.</b></p> <p>Restitution des points saillants du travail en groupes et enrichissement du diagnostic.</p> <p>Groupes (voir supra).</p>	5 facilitateurs de groupes + animateur principal OCDE.	<p><u>Objectif</u> : circonscrire les thématiques prioritaires émergentes et leur cadrage géographique.</p> <p><u>Contenu</u> : méthode « World Café » : les participants présentent une fois leurs posters en binôme (15 min) et circulent pour écouter et échanger autour des posters des 5 autres groupes (75 min).</p> <p><u>Output</u> : enrichissement des posters et identification des thématiques prioritaires émergentes.</p>
16h45 17h00	Clôture de la journée	Animateur principal OCDE.	

### 30/10 – JOUR 2 – DÉLIMITATION DU SYSTÈME CIBLÉ ET DE L'APPROCHE CONJOINTE

Heure	Description	Responsable / Animateur(s)	Méthodologie et résultats escomptés
08h30 09h00	<b>Inscription</b>		Représentation attendue au niveau des principaux conseillers techniques (toute la journée).
09h00 10h00	<p><b>Récapitulatif de la veille, présentation de la deuxième journée et « brise-glace ».</b></p> <p>Séance plénière.</p>	Animateur / participants.	<p><u>Objectif</u> : les participants discutent des conclusions de la veille et s'accordent sur les attentes de la journée à venir. À travers l'exercice « brise-glace », tirer les enseignements (positifs ou négatifs) de la réponse collective aux enjeux de résilience en RDC jusqu'ici.</p> <p><u>Contenu</u> : Échanges interactifs, puis « Brise-glace » autour des expériences passées en matière d'analyse, planification et programmation conjointes.</p>



SESSION 2 - DÉLIMITER LE DOMAINE D'INTERVENTION			
10h00 10h45	<p><b>2.1 Énonciation des Résultats collectifs provisoires.</b></p> <p>Identification d'Objectifs collectifs pour répondre de manière coordonnée aux enjeux de résilience, prenant en compte des thématiques identifiées la veille.</p>	Animateur principal OCDE.	<p><u>Objectif</u> : énonciation des Résultats collectifs provisoires.</p> <p><u>Contenu</u> : sélection des Résultats collectifs par la technique du « 25/10 crowdsourcing ». Chaque participant propose un Résultat collectif concret sur une fiche bristol ; les fiches circulent dans la salle et sont discutées en binôme (3 min) ; puis une note est attribuée. L'exercice est répété 5 fois. Les 3-5 Résultats collectifs ayant obtenu le plus haut score sont sélectionnés pour l'exercice suivant.</p> <p><u>Output</u> : identification de Résultats collectifs provisoires, qui seront ensuite discutés.</p>
10h45 11h00	<b>Pause-Café</b>		
11h00 11h45	<p><b>2.2 Analyse des Résultats collectifs provisoires.</b></p> <p>Travaux en plénière, et redistribution des participants en groupes thématiques (0h45).</p>	Animateur principal OCDE, Facilitateurs de groupes.	<p><u>Objectif</u> : Affiner les Résultats collectifs, et enrichir leur compréhension avec les éléments du paysage de risques et vulnérabilités identifiés la veille.</p> <p><u>Contenu</u> : Les fiches bristol retenues sont analysées en plénière. 3 Résultats collectifs sont retenus. Les participants sont redivisés en groupes thématiques organisés par Résultat collectif. Tous les membres des groupes thématiques circulent le long des posters de la veille pour identifier les principaux éléments des posters connectés aux Résultats collectifs.</p> <p><u>Output</u> : travail préparatoire pour la formulation des « Arbres à solutions ».</p>

11h45 12h30	<p><b>2.3 Formulation des « Arbres à solutions » provisoires.</b></p> <p>Travaux en groupes thématiques (0h45).</p>	Facilitateurs de groupes.	<p><u>Objectif</u> : formulation provisoire des « Arbres à solutions », comprenant les Résultats collectifs et des Objectifs stratégiques / chantiers prioritaires à prendre en compte.</p> <p><u>Contenu</u> : Division des groupes selon les axes prioritaires. Chaque groupe : (i) analyse et reformule éventuellement les Résultats collectifs provisoires à l'aune des critères « SMART » ; (ii) reprend les éléments clés des posters qui seront pris en compte (voir 2.2) ; (iii) énonce les Objectifs stratégiques provisoires ; et (iv) formule des recommandations pour la prise en compte des dynamiques de conflit et de pouvoirs dans la programmation (accès, "ne pas nuire", enjeux en matière de cohésion sociale, focus programmatique).</p> <p><u>Output</u> : tableaux divisés en 4 quadrants, présentant les éléments des « Arbres à solutions ».</p>
12h30 13h30	<b>Pause-Déjeuner</b>		
<b>SESSION 3 – CARTOGRAPHIER LES ACTIVITES ET LES GAPS DANS LES DOMAINES IDENTIFIES</b>			
13h30 15h00	<p><b>3.1 Cartographie des stratégies, activités en cours et lacunes par Résultat collectif provisoire.</b></p> <p>Travaux en groupes thématiques (1h30).</p>	Facilitateurs de groupes.	<p><u>Objectif</u> : identifier les complémentarités et les lacunes dans la programmation en cours par Résultat collectif provisoire.</p> <p><u>Contenu</u> : Par Résultat collectif provisoire, établir un tableau des principales stratégies et activités existantes en faisant ressortir la distinction entre les activités Hum., Dev. et Paix (organisées selon 2 axes, « Objectifs stratégiques provisoires » et « niveaux d'intervention ») ; identifier les opportunités de renforcement des liens entre les différentes activités ; faire apparaître les lacunes (en termes stratégiques, programmatiques, de ressources et/ou d'information).</p>

			<b>Output</b> : posters faisant ressortir les principales stratégies et activités, opportunités de liens et les lacunes.
<b>15h00</b> <b>15h15</b>	<b>Pause-Café</b>		
15h15 17h00	<p><b>3.2 Discussion des Cartographies des stratégies, activités en cours et lacunes par Résultat collectif provisoire.</b></p> <p>Restitution en plénière. (1h45)</p>	Facilitateurs de groupes.	<p><u>Objectif</u> : restitution et échange sur les cartographies.</p> <p><u>Contenu</u> : présenter et discuter les résultats de la cartographie, et leur pertinence pour les cadres de planification et de programmation.</p>
17h00	<b>Clôture de la journée</b>		

### 31/10 – JOUR 3 – PRÉCISION DU « CONCEPT D'OPÉRATIONS »

Heure	Description	Responsable / Animateur(s)	Méthodologie et résultats escomptés
08h30 09h00	<b>Inscription</b>		Représentation attendue aux niveaux des principaux conseillers techniques et des Chef(fe)s d'agences ; Chef(fe)s de Coopération ; Chef(fe)s de Mission d'ONGs nationales et internationales (jusqu'à 12h45).

09h00 09h30	<p><b>Récapitulatif de la veille et présentation de la troisième journée.</b></p> <p>Séance plénière.</p>	Animateur participant. /	<p><u>Objectif</u> : récapitulatif des conclusions de la veille et accord sur les attentes de la 3eme journée.</p> <p><u>Contenu</u> : Échanges interactifs / Brise-glace.</p>
<b>SESSION 4 – VALIDATION DES TRAVAUX ET ÉTABLISSEMENT DE LA FEUILLE DE ROUTE</b>			
09h30 10h30	<p>4.1 Validation des Résultats collectifs provisoires et de la synthèse des aspects corolaires.</p> <p>Séance plénière.</p>	Facilitateurs de groupes + animateur principal OCDE.	<p><u>Objectif</u> : Résultats collectifs provisoires validés et synthèse récapitulative des aspects corolaires.</p> <p><u>Contenu</u> : les facilitateurs de groupes présentent pour endossement en plénière les Résultats collectifs et « arbres à solutions » provisoires ; les considérations stratégiques et programmatiques évoquées ; et les lacunes et opportunités de complémentarités.</p> <p><u>Output</u> : Le résultat des travaux des deux jours précédents sont endossés.</p>
10h30 10h45	<b>Pause-Café</b>		
10h45 12h00	<p>4.2 Établissement de la feuille de route.</p> <p>Travail en groupes.</p>	Facilitateurs de groupes + animateur principal OCDE.	<p><u>Objectif</u> : s'accorder sur la structure de gouvernance globale, les étapes, procédures et principes pour assurer la réussite de la mise en œuvre des Résultats collectifs.</p> <p><u>Contenu</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Clarifier les prérequis pour assurer la réussite de la mise en œuvre des Résultats collectifs (stratégie de financement, concertation stratégique, coordination programmatique, mesures correctives concernant gaps d'information, etc.).</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Établir une feuille de route pour les prochaines étapes par étape du processus (lancement, mise en œuvre, appui / coordination programmatique, évaluation périodique) aux niveaux national et sous-national.</li> </ul> <p><b>Output</b> : « Concept d'opérations » provisoire, reprenant « Arbres à solutions », cartographies des stratégies et activités, et feuille de route.</p>
12h00 12h15	Récapitulatif.  Séance plénière.	Animateur principal OCDE.	Restitution en plénière.  Les participants remplissent un formulaire d'évaluation.
12h15 12h45	Cérémonie de clôture.  Séance plénière.		Allocutions de clôture
<b>Pause-Déjeuner</b>			

## Cadre méthodologique

Le *cadre des systèmes de résilience d'analyse (RSA)* - dont la méthodologie R-CAP est dérivée (voir ci-dessous) - regroupe de multiples parties prenantes, notamment le gouvernement, les donateurs bilatéraux, le système des Nations Unies; Développements des banques multilatérales de développement, des ONG internationales et de la société civile nationale afin de parvenir à une compréhension commune des vulnérabilités et des risques et de la manière dont ces risques affectent les individus et les institutions. En identifiant les actifs (capacités, compétences et ressources) qui existent dans différents segments de la société pour mieux gérer les risques, le cadre soutient l'élaboration de stratégies de programmation appropriées et de cadres pour réduire les risques, créer des actifs utilisés pour gérer le risque.

Développé comme un outil pour et pour le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, le RSA permet également de mettre en évidence les lacunes et opportunités de financement potentielles, qui comprend une analyse de la gamme complète des flux de financement - publics et privés nationaux et internationaux.

Le cadre RSA est un outil flexible et "léger" qui peut être adapté pour compléter un éventail de contextes et de processus de planification. Le principal résultat de la RSA est une "feuille de route" qui permet à de multiples agences d'identifier ce qui doit être fait, par qui, à quel niveau de la société, et l'interconnexion entre ces actions. Le processus vise également à aider l'ensemble des acteurs à identifier les résultats collectifs, sur la base de l'approche du processus d'analyse de la résilience commune (RCAP), développé par le UNDG pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et de l'OCDE à l'appui du processus de planification collective initié par les Nations Unies dans divers contextes selon une logique de "ne laisser personne à compte" et basés sur une compréhension collective des questions de vulnérabilité et de risque.

La méthodologie, déjà testée par l'OCDE dans de nombreux contextes et adaptée aux problèmes nationaux et régionaux, connaîtra deux adaptations novatrices dans le contexte de l'exercice en RDC: premièrement, l'utilisation d'un outil d'analyse de réseau, disponible avec le soutien de le gouvernement canadien, pour la cartographie des interventions et des lacunes dans les programmes; et deuxièmement, des ajustements méthodologiques à une considération renforcée dans la RSA et la CRPA d'éléments sensibles au conflit.

Pour plus de détails sur la méthodologie, prière de se référer au lien suivant (en anglais) : <http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/risk-resilience/>